

EXTRAITS DE
**L'IMPORTANCE DES
CHOIX ÉLECTORAUX**



**ET SI ON PARLAIT
DES CHOSES
QUI FÂCHENT ?**



Mesurer
le déclin pour mieux
le combattre



35 ans
d'effondrement
de la compétitivité
de la France



L'obésité des
dépenses publiques
françaises

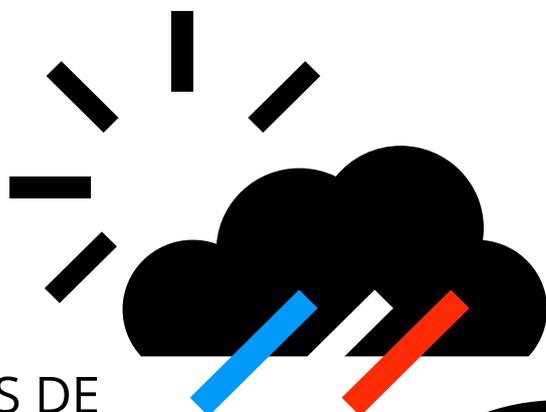


Appauvrissement des
états, enrichissement
des actionnaires, la scandaleuse
inégalité face à la crise sanitaire

(CLIQUEZ DANS LES NUAGES)

RAOUL CHABOT – UNE SÉRIE D'ARTICLES POUR DES DÉCISIONS RÉLÉCHIES

Synthèse d'articles extraits de *L'importance des choix électoraux*,
disponible sur le site <http://rouagesdelamondialisation.fr/>



EXTRAITS DE
**L'IMPORTANCE DES
CHOIX ÉLECTORAUX**

Mesurer le déclin pour mieux le combattre



(CLIQUEZ DANS LES NUAGES)

Pour mesurer le déclin d'un pays, il faut comparer ses performances à celles d'un pays exposé aux mêmes contraintes et opportunités. Deux approches vont être successivement employées.

COUP DE PROJECTEUR SUR LA COMPÉTITION FRANCE-ALLEMAGNE

Le bilan économique des douze années de pilotage de la France par Georges Pompidou, bien conseillé par mon camarade Bernard Esambert qui mérite d'être associé à cet hommage, est exceptionnel. Sur la vitesse acquise, la supériorité des performances française se poursuit jusqu'en 1980. Pour l'ensemble de la période 1962-1980, les dépenses des ménages par personne ont cru de 3,8% par an en France, 3,2% en Allemagne. Et la croissance des emplois fut de 1% en France, nulle en Allemagne. Dans les deux pays, les balances des paiements fut légèrement négatives, et la croissance financière était équilibrées.

De 1980 à 2007, sous les règnes de Mitterrand puis de Chirac, deux politiciens plus intéressés par la conquête puis la conservation du pouvoir, que par le maintien d'une croissance équilibrée, les performances basculèrent progressivement au bénéfice de l'Allemagne ; malgré le coût et la durée de la réunification, et grâce aux « lois Hartz », votées par une coalition « gauche-verts », qui adaptèrent le marché du travail aux contraintes de la mondialisation. Le plein effet de ces politiques opposées, et de leur impact sur la fragilité face à la crise financière, est apparu sous les mandatures de leurs successeurs.

Cette approche par mandatures fournit une première clé de lecture pour expliquer l'écart croissant qui s'est creusé entre les deux pays. En Allemagne, tous les partis aspirant au pouvoir sont habitués à la recherche, puis à la mise en œuvre, de compromis raisonnables assurant le maintien de la compétitivité du pays. Celle de la France s'est écroulée à partir de la crise, mais cet effondrement a été préparé par des années d'affrontements pour la conquête du pouvoir, puis la mise en œuvre de programmes incompatibles, commençant par la destruction de l'œuvre ébauchée par leurs prédécesseurs. Comportements qui s'expliquent par un mélange d'ignorance des rouages de la mondialisation économique et financière, d'a priori idéologiques de la grande masse des citoyens électeurs, et d'une tradition révolutionnaire qui rêve d'un « *grand soir* » et méprise les compromis.

La véritable richesse dont dispose un pays est la Population en Age de Travailler, sa taille et son aptitude au travail. Première constatation : une forte proportion de cette PAT n'apparaît pas dans les statistiques officielles concernant l'emploi. Seule une petite partie des exclus est en chômage officiel, ce qui enlève beaucoup à la signification de ce taux si trafiqué. Or une partie des exclus participe à la création de richesse, soit en travaillant au noir, soit en se dévouant dans des activités caritatives, soit en s'occupant de leurs petits-enfants pour permettre aux parents d'aller travailler. En 1981, ces exclus représentaient la bagatelle de 27,5% de la PAT en France, et même 33,4% en Allemagne, où traditionnellement les femmes désirant des enfants devaient, faute de crèches et d'aides publiques, se retirer du marché du travail. Gros avantage initial pour la politique familiale

française. Une forte mobilisation en Allemagne, la réduction de la politique familiale en France, en faveur d'autres dépenses sociales (retraites, assurance chômage...) ont retourné la situation. En 2019, les exclus du marché du travail représentent 28,7% en France contre 26,2% en Allemagne.

De 1981 à 1995, la France a détruit 244 milliers d'emplois dans l'économie marchande, en a créé 979 milliers dans les services publics. De l'autre côté du Rhin, l'Allemagne a créé 2.933 milliers d'emplois dans l'économie marchande, 101 milliers seulement dans les services publics. Ces évolutions totalement divergentes traduisent un tropisme aigu de la gauche en faveur des services publics, parés de toutes les vertus, et une hostilité envers les activités marchandes qui, à ses yeux, souffrent de deux graves « défauts » originels : ceux qui réussissent peuvent y gagner beaucoup d'argent, ceux dont les entreprises échouent sont licenciés. Caricaturons un peu : pour beaucoup de Français, le programme idéal serait « *Tous fonctionnaires (revenu universel pour tous, interdiction de licencier et nationalisation des canards boiteux), et la retraite à 60 ans* ». Et après nous le déluge pourrait-on ajouter...

De 1995 à 2007, il a suffi que l'hostilité cesse pour que la France crée 932 milliers d'emplois dans l'économie marchande. Mais l'application prudente de la technique de « reconduction des services votés » (pas de vagues...) a encore conduit à créer 754 milliers d'emplois dans les services publics. Dans le même temps, l'Allemagne a encore créé 2.039 milliers d'emplois dans l'économie marchande mais en a détruit 629 milliers dans les services publics.

Bilan de 35 années gâchées : en France, la part des emplois marchands dans la PAT a régressé de 57,6% en 1981 à 51,4% en 2017. Celle des emplois publics a gonflé de 14,9% à 17,8%. À comparer à respectivement 55,8% à 64,3% et 10,8% à 9% en Allemagne. Il y a aujourd'hui deux fois plus d'emplois publics en France et un quart de moins d'emplois marchands.

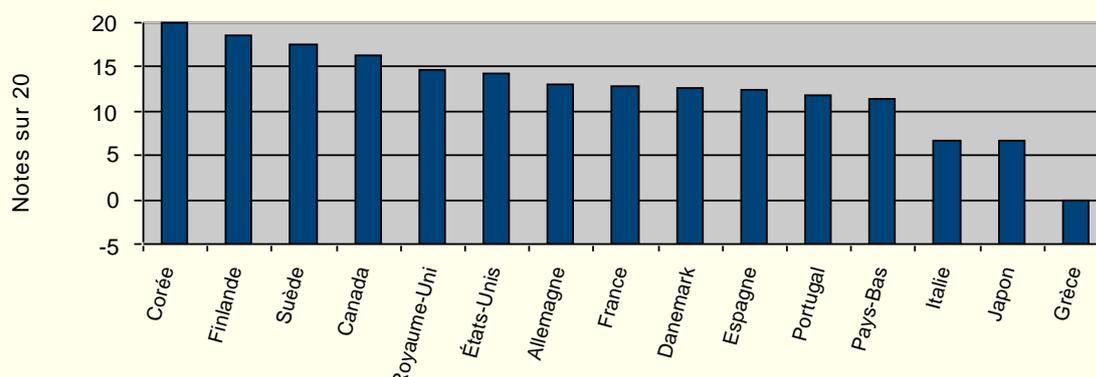
MEMBRES DE LA ZONE EURO FACE AUX AUTRES PAYS DÉVELOPPÉS

Un élargissement à quinze pays développés, dont huit membres de la zone euro, permet de mesurer le degré de satisfaction des objectifs fondamentaux des citoyens électeurs. On obtient ainsi un classement des performances économiques des quinze modèles nationaux vus par leurs habitants.

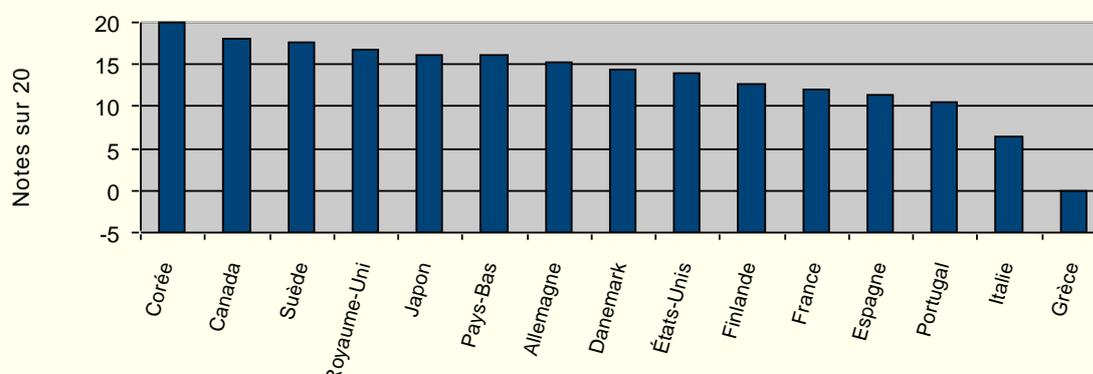
Pour l'ensemble de la période 1998-2019, Corée, Finlande, Suède et Canada sont les quatre pays qui ont le mieux amélioré la situation matérielle des ménages. On remarque que trois d'entre eux ont subi au début des années 90 de graves crises économiques et financières. Qu'ils ont surmontées grâce à d'énergiques et douloureuses réformes structurelles, facilitées par une dévaluation de leurs monnaies. L'Allemagne est septième, la France huitième. Italie, Japon et Grèce constituent le trio perdant.

Pour l'ensemble de la période 1998-2019, le trio le plus performant sur le front de l'emploi est inchangé (Corée, Canada et Suède). L'Allemagne est septième et la France onzième. Les perdants sont le Portugal, l'Italie et la Grèce.

PERFORMANCES 1998-2019 POUR LE NIVEAU DE VIE



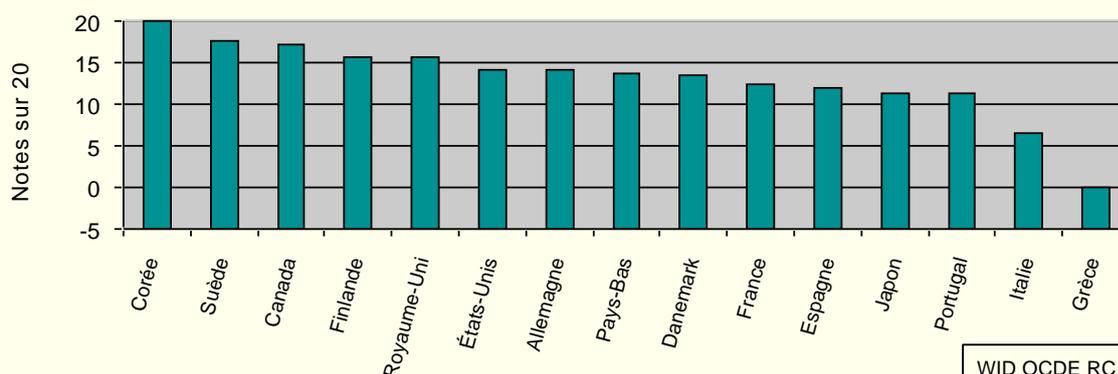
PERFORMANCES 1998-2019 SUR LE FRONT DE L'EMPLOI



Si l'on oublie les a priori idéologiques, force est de constater que les classements pour la satisfaction des deux objectifs fondamentaux des citoyens sont peu différents. L'enchaînement vertueux qui rend un pays performant est :

**UNE POLITIQUE EFFICACE,
ET L'ADHÉSION DU CORPS SOCIAL,
PERMETTENT DE FAIRE PROGRESSER À LA FOIS
LE NIVEAU DE VIE ET L'EMPLOI.**

Et vice-versa, hélas, pour la zone euro, longtemps trahie par l'incompétence de ses pilotes. Cette constatation justifie de combiner les deux classements pour mesurer la performance économique globale.

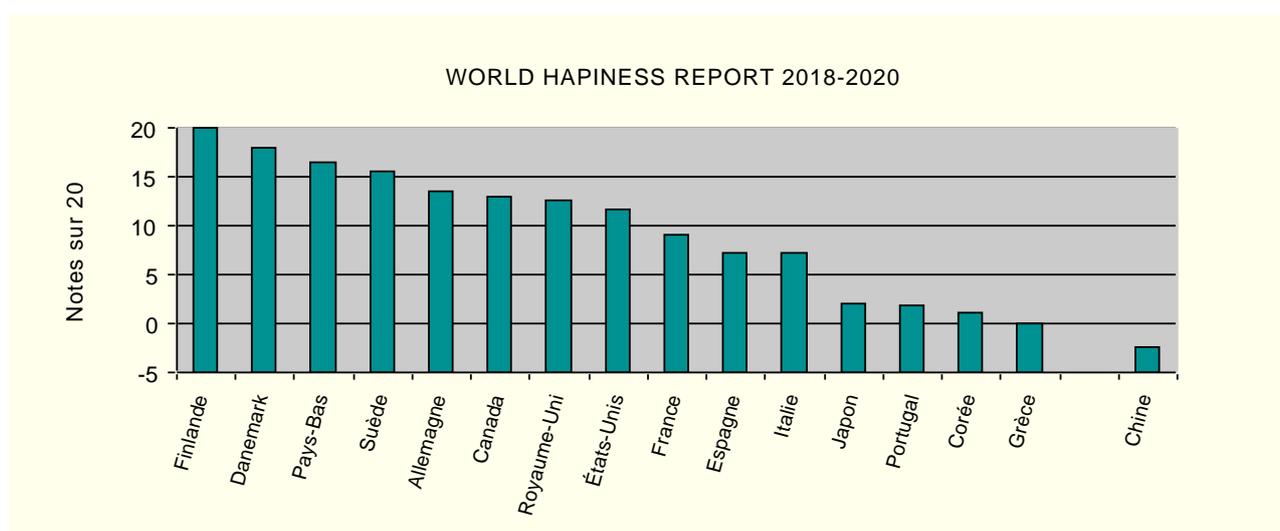
PERFORMANCE ÉCONOMIQUE GLOBALE 1998-2019
NIVEAU DE VIE + EMPLOI

Avec une pondération égale, le trio gagnant est constitué par Corée, Suède et Canada. L'Allemagne est septième et la France est dixième. Italie et Grèce sont à la dérive. La cinquième place du Royaume-Uni est une performance pré-BREXIT. Elle ne préjuge pas de ce que sera la performance post-BREXIT. Ni d'ailleurs s'il existera toujours un Royaume Uni ?

Les syndicats sont bien conscients des médiocres résultats du modèle social qu'ils défendent farouchement. Mais pour eux, ce n'est qu'un problème d'insuffisance de moyens. Mais qu'en pensent réellement les citoyens électeurs ?

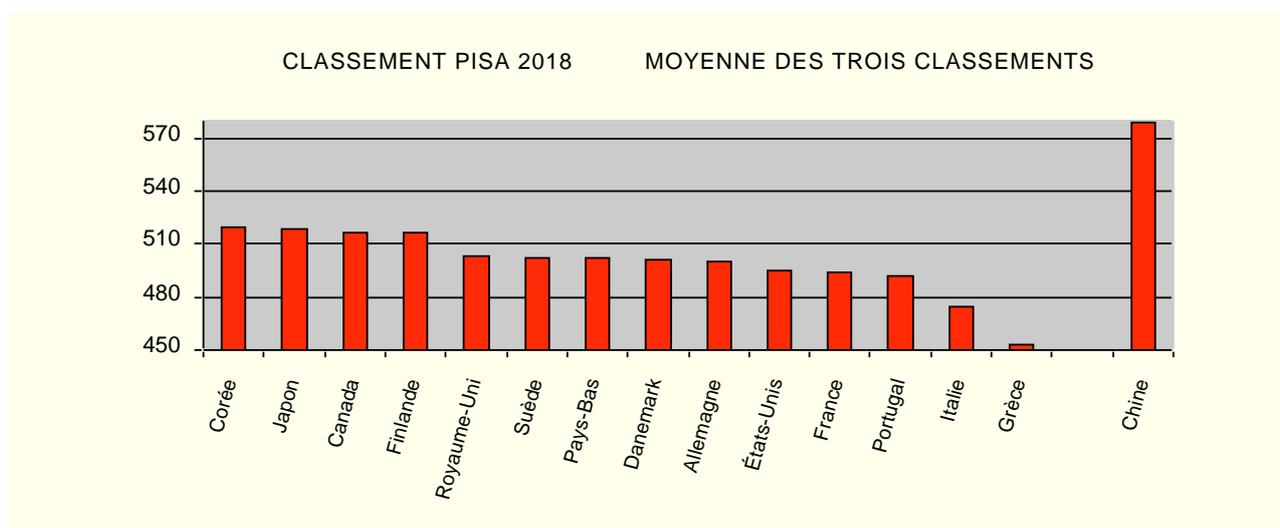
Tous les deux ans est mis à jour le « *World Happiness Report* » (*Happiness* = Bonheur). Son approche multicritères additionne comme moi les performances économiques et sociales constatées mais ajoute les résultats qualitatifs obtenus par divers sondages. Depuis plusieurs années, c'est le modèle finlandais qui est le grand vainqueur de ce concours de beauté. Quel est le point commun des quatre suivants, Danemark, Pays-Bas, Suède et Allemagne ? Ils occupent les mêmes places dans notre classement des performances économiques 2008-2019), et dans la liste des pays vertueux et Cigales.

Dans ces trois classements, les traînants sont les mêmes, Italie, Espagne, Portugal et Grèce. Et la France est en position moyenne ou médiocre. La seule discordance est la très mauvaise opinion que les Coréens, et surtout les Chinois, ont de leurs modèles nationaux. Dans ces deux cas, les critères qualitatifs (mobilisation trop intense, peur du vieillissement, droits de l'homme bafoués) plombent les jugements économiques obtenus.



À moyen et long terme, la priorité absolue est d'améliorer les performances des systèmes d'éducation. On les mesure à l'aide des classements PISA. Chine, Corée et Japon illustrent la domination écrasante des pays asiatiques. La Finlande est le seul membre de la zone euro qui se mêle aux meilleurs. L'Allemagne qui était dans les profondeurs il y a dix ans a pris le taureau par les cornes, et est remontée en milieu de classement. Son recours intensif à l'apprentissage est pour beaucoup dans sa réussite en termes d'employabilité. Match nul entre privé et public : États-Unis et France se traînent en queue de classement, à peine moins mauvais que les pays de l'Europe du sud. Cette incapacité à donner aux jeunes la formation de base permettant de s'insérer dans la vie professionnelle, puis de s'adapter aux mutations du marché du travail, explique la coexistence d'un taux de chômage élevé et de pénurie de main d'œuvre que connaît la France.

Handicap supplémentaire pour la France, les prétentions élitistes des programmes de son système éducatif public entraînent un décrochage massif ; et leur ignorance de la réalité des entreprises et des opportunités de la mondialisation ne préparent guère à accepter un emploi dans l'économie marchande privée.



Les efforts enfin entrepris ne donneront malheureusement plein effet que dans une dizaine d'année. Jusque-là, les carences du système d'éducation français saboteront l'atout que représentait sa vitalité démographique. La seule lueur d'espoir à court terme est le brillant décollage du « Compte Personnel de Formation »

CONCLUSIONS PROVISOIRES

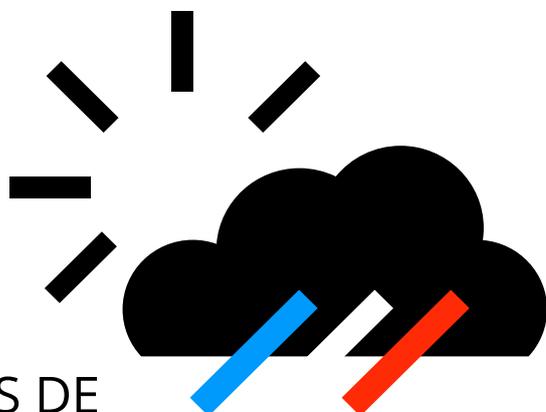
Pour un pays qui se flatte d'avoir le meilleur modèle social, la satisfaction des objectifs fondamentaux des citoyens-électeurs est loin d'être à la hauteur :

- l'amélioration du pouvoir d'achat est à peine moyenne (huitième sur quinze),
- les performances sur le front de l'emploi sont catastrophiques (onzième sur quinze),
- les performances du système éducatif public sont dramatiquement insuffisantes.

Ce petit train de sénateur est-il au moins indéfiniment reproductible ?

Hélas, le second article va montrer que la médiocre progression du pouvoir d'achat est obtenue au prix d'un effondrement de la compétitivité internationale, et d'une dérive inquiétante de la situation financière externe.

La priorité à l'économie marchande qui est la base du modèle allemand aboutit à une performance économique globale à peine meilleure (sixième sur quinze). Mais les excédents commerciaux structurels accumulés pourraient supporter un rééquilibrage entre économie marchande et services publics. En attendant, ce sont eux qui permettent le prolongement du laxisme français.



EXTRAITS DE
**L'IMPORTANCE DES
CHOIX ÉLECTORAUX**

**35 ans
d'effondrement
de la compétitivité
de la France**

page 2

Mesurer
le déclin pour mieux
le combattre

page 14

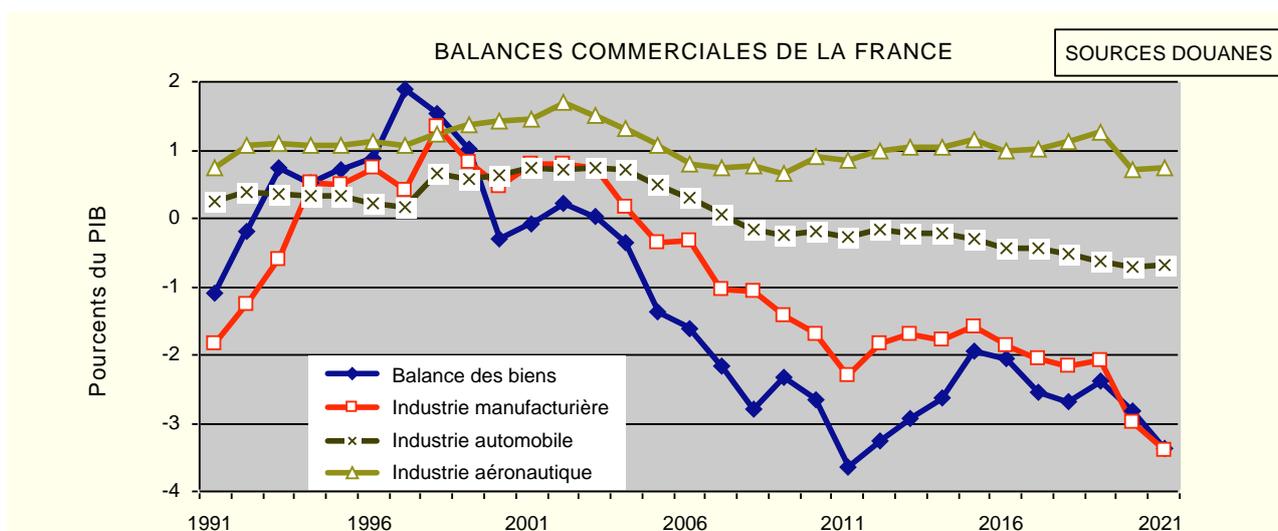
L'obésité des
dépenses publiques
françaises

page 19

Appauvrissement des
états, enrichissement
des actionnaires, la scandaleuse
inégalité face à la crise sanitaire

(CLIQUEZ DANS LES NUAGES)

La balance commerciale globale, biens et services, a atteint un maximum historique de 3% du PIB en 1997. Elle a ensuite dégringolé de quatre points en dix ans (coût 0,4 points de croissance annuelle du PIB), s'est stabilisée autour de -1% du PIB de 2008 à 2019. La crise sanitaire l'a fait plonger jusqu'à -2,8% en 2021. La balance commerciale de l'industrie manufacturière est passée de +5,4 milliards d'euros (+0,4% du PIB) en 1997 à -51 milliards (-2,1% du PIB) en 2019, soit une détérioration de 56,4 milliards (-2,5% du PIB), puis à -83,2 milliards (-3,4% du PIB) en 2021.



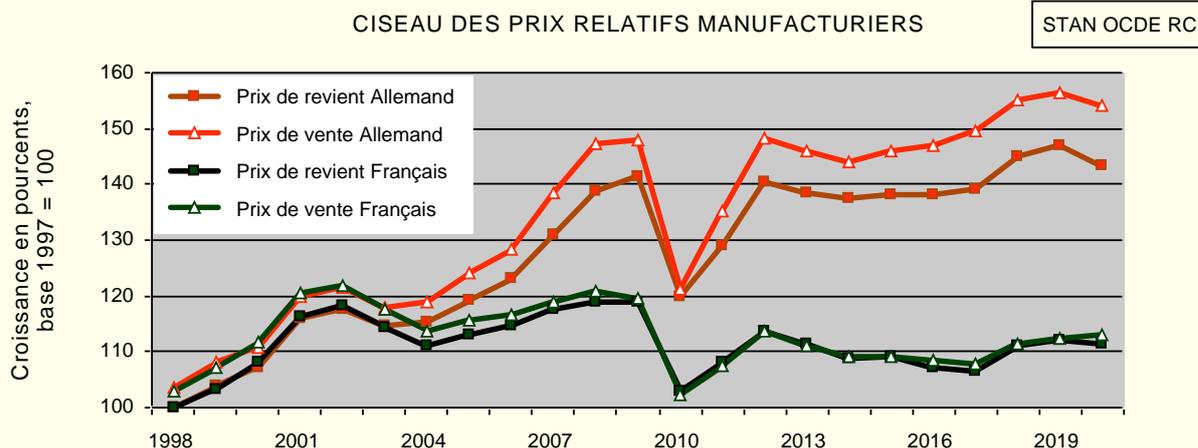
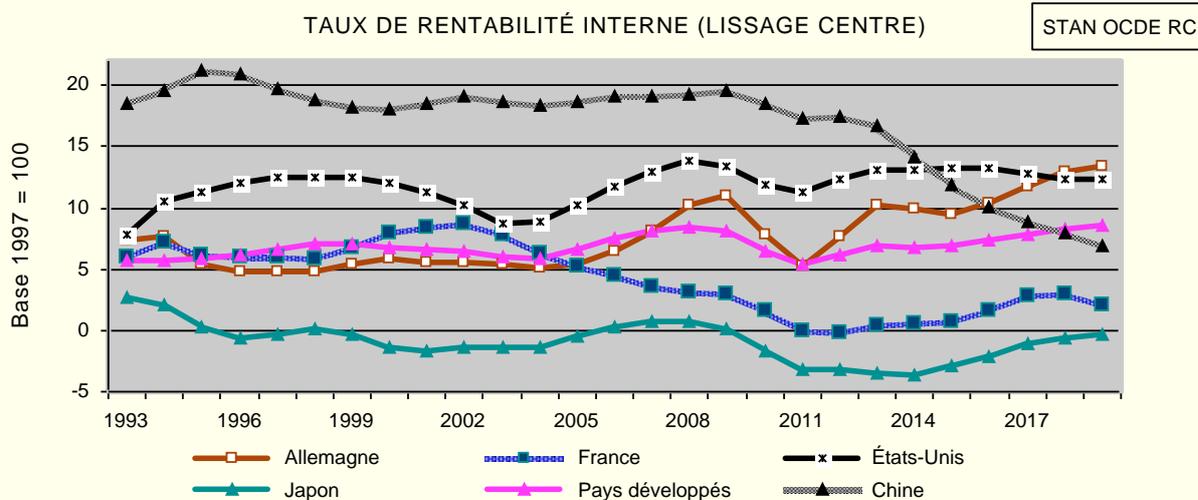
Pour évaluer la compétitivité des exportations, il faut mesurer l'évolution de leurs parts de marchés. La Chine ne couvrait que 7% des importations des pays développés au début des années 90. Sa part a grimpée à 48% en 2019. Un seul pays occidental, les États-Unis, a maintenu sa part à 20%. Le pire effondrement est celui du Japon (de 28% à 8%). La France (de 13% à 7%) et l'Allemagne (de 27% à 13%) n'ont guère fait mieux. Seules la Finlande et l'Italie évitent à la France la honte d'être la lanterne rouge des pays européens.



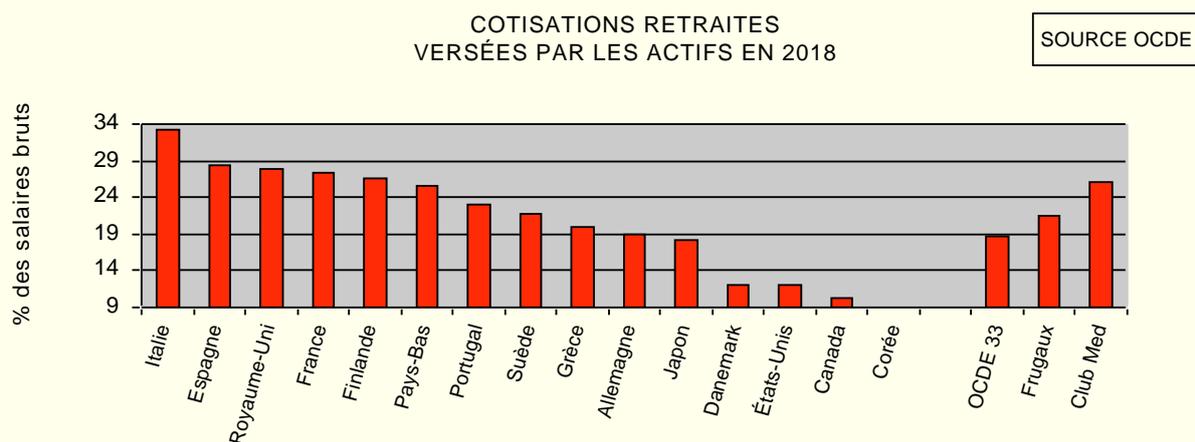
Jusqu'en 2009-2010, le facteur dominant expliquant le déclin de la compétitivité internationale française était la surévaluation croissante de l'euro.

Dans les choix industriels et commerciaux, et les décisions de délocalisation, le paramètre stratégique à surveiller de près est le « Taux de Rentabilité Interne » – TRI – qui mesure la rentabilité avant impôts et frais financiers de l'ensemble des capitaux mis en œuvre. La banque de données STAN de l'OCDE permet de le calculer. Pour rester sur une trajectoire de croissance équilibrée, un site manufacturier doit dégager un TRI de 5 à 10%. Jusqu'en 2005, le site français était plus rentable que l'allemand et que la moyenne des pays développés. Il s'est ensuite effondré. Quasi nul de 2011 à 2015, il entamait depuis 2016 un modeste redressement interrompu par la crise sanitaire. Quelques îlots conservent une rentabilité correcte (luxe, aéronautique...). La grande masse des activités du site manufacturier français n'a donc dégagé qu'une rentabilité nulle ou négative pendant les quinze dernières années. Elles sont condamnées, sauf redressement spectaculaire, à la poursuite, et même à l'accélération, de leur déclin (et au remplacement par des importations). Au contraire, à partir de 2005 – effet des *lois Hartz* – le TRI s'envolait en Allemagne, pour rejoindre en 2018 les États-Unis, champions des pays développés.

À partir de 2011-2012, c'est l'insuffisante rentabilité du site manufacturier français qui explique la continuité de son déclin, et sa fragilité face à la crise sanitaire. Pour rejoindre la moyenne des pays développés, le gap à combler est de 5% du chiffre d'affaires. Pour rejoindre les États-Unis et l'Allemagne, les seuls pays capables de soutenir l'offensive chinoise, le gap est de 10% du chiffre d'affaires.



Les rémunérations perçues par les personnels travaillant directement et indirectement pour l'industrie manufacturière pèsent en France un peu plus de 44% du chiffre d'affaires, et les cotisations versées aux caisses de retraites privées 12%. Pour l'industrie manufacturière allemande, les chiffres sont respectivement 49% et 9%. Le modèle allemand distribue 5 points de plus en rémunérations et 3 points de moins aux caisses de retraites. Un choix mortifère explique cet écart : les cotisations retraites des travailleurs de l'économie marchande se montent à 27,3% des salaires en France, 19% seulement en Allemagne.

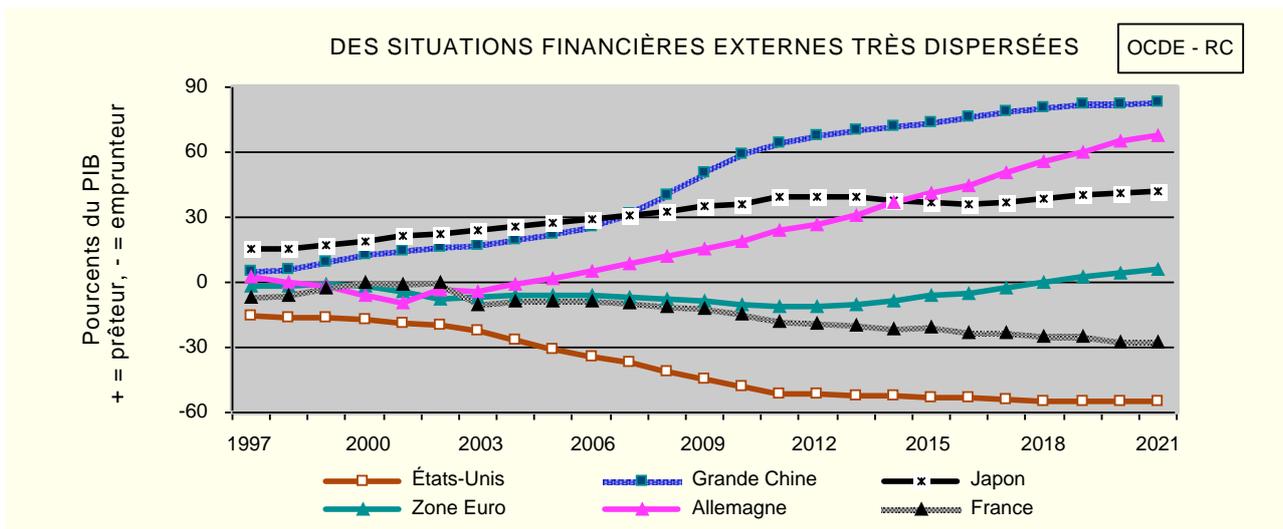


Pour mesurer la compétitivité, ce sont les coûts complets, rémunérations perçues + cotisations retraites, qui comptent. Ils ont été un peu plus élevés en France (103% de 1998 à 2018). Pas très bon pour la compétitivité. Pour mesurer le pouvoir d'achat, ce sont les rémunérations perçues qui comptent. Elles ont en revanche été nettement plus faibles en France (91,4% de 1998 à 2018). Fort frustrant pour les personnels quand ils se comparent à leurs collègues de l'autre côté du Rhin. Et ils savent fort bien que seules des miettes de ces cotisations massives profitent à leur entourage immédiat. En réalité, elles servent à financer les scandaleux « avantages acquis » des régimes spéciaux, et des services publics.

Pour évaluer la solidité financière des compétiteurs, et les risques de nouvelle crise financière, c'est l'évolution des Finances Externes (niveau d'endettement global face à des prêteurs étrangers) qui compte. Avec une particularité inquiétante pour les membres de la zone euro : à partir du moment où l'objectif de la spéculation est de forcer un pays à sortir de l'euro, la BCE devient un prêteur étranger.

Hélas, la situation financière externe de la zone euro ne fait illusion que grâce aux performances de l'Allemagne : dans moins de dix ans, le niveau de son matelas de réserves financières pourrait dépasser celui de la Chine, alors que le matelas d'endettement externe de la France pourrait devenir plus lourd que celui des États-Unis, la faisant devenir « l'homme malade » de la zone euro.

La France n'est pas en situation de pouvoir s'offrir de nouvelles expérimentations politiques hasardeuses, ni de continuer à refuser toute réforme de son modèle social. La possibilité de nouvelles attaques des marchés financiers constitue en revanche une certitude majeure. L'évolution de la Position Nette Externe de la France illustre le cercle doublement vicieux dans lequel s'enfoncent un pays vivant



à crédit. Il doit emprunter chaque année pour financer le déficit de sa balance commerciale, mais également pour payer les frais financiers de la masse croissante de ses emprunts externes.

De 1997 à 2007, la Position Nette Externe de la France s'est alourdie en moyenne de 0,6 points de PIB par an. Ce n'était encore que de « petits saignements ». De 2011 à 2021, le rythme annuel a bondi à + 3,2% points de PIB par an. Là, c'est devenu une véritable hémorragie financière.

Deux raisons pour cette accélération mortifère :

- en fin de vie, la rentabilité d'un programme chute et il devient indispensable de l'arrêter. La tentation est grande de le remplacer par l'importations de produits fabriqués par une filiale à bas coûts de main d'œuvre, ou de céder la place à un concurrent étranger. Dans les deux cas, le déficit commercial se creuse.
- chaque année, il faut également emprunter pour payer les intérêts croissants sur l'endettement externe qui se rajoutent donc au déficit annuel des échanges.

Mais il faut également emprunter pour remplacer les emprunts anciens venant à échéance. Ces dix dernières années, la décroissance des coûts mondiaux de l'argent allégeait le poids des intérêts. Mais ils vont éclater quand les taux d'intérêt commenceront à remonter. Et cerise sur le gâteau, très amère dans la descente aux enfers de la Grèce, le « *spread* » (taux du pays – taux des meilleures signatures) s'envolera en raison de la défiance croissante des prêteurs. Ces derniers ne peuvent s'endormir dans un cercle doublement vertueux : même si leurs emprunteurs ne font pas faillite, ils risquent d'être obligés de se couper un bras en acceptant une « restructuration » de leurs prêts (baisse des taux, étalement des remboursements).

CONCLUSIONS PROVISOIRES

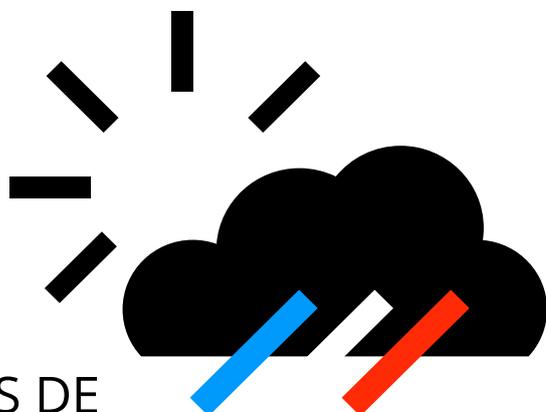
Le niveau aberrant des cotisations retraites prouve que, contrairement aux déclarations d'intention des gouvernements qui se sont succédés depuis 35 ans, la compétitivité internationale, et plus généralement la bonne santé de l'économie marchande, ne sont nullement les véritables priorités du modèle français.

À petits pas, mais avec une remarquable constance, le modèle français va finir

par buter sur un mur : les marchés financiers vont lui faire comprendre qu'elle est proche de devenir « *l'homme malade de la zone euro* ». Et doit cesser de « *vivre au dessus de ses moyens* ». Allez donc demander aux Grecs et aux Espagnols, qui ont connu ce coup d'arrêt et la profonde récession qui a suivi, quel fut le coût économique et social du retour à une croissance équilibrée.

Quels que soient les besoins en nouveaux investissements jugés indispensables, redonner une chance de compétitivité au site industriel national doit être la première priorité.

Comment sortir de cet arbitrage mortifère : la suite au prochain numéro.



EXTRAITS DE
**L'IMPORTANCE DES
CHOIX ÉLECTORAUX**

L'obésité des dépenses publiques françaises

page 2

Mesurer
le déclin pour mieux
le combattre

page 8

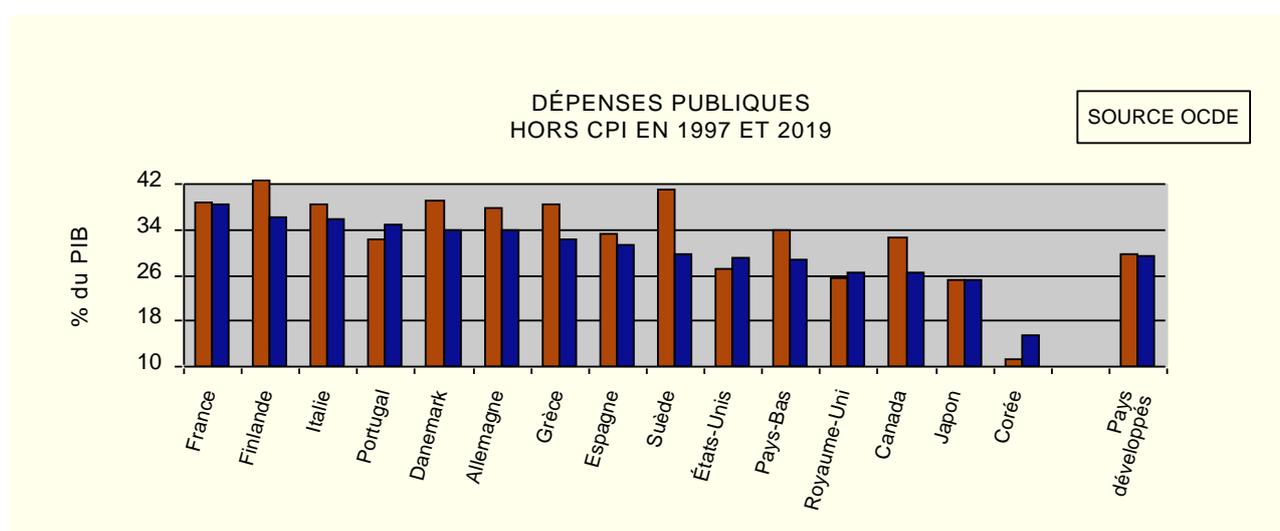
35 ans
d'effondrement
de la compétitivité
de la France

page 19

Appauvrissement des
états, enrichissement
des actionnaires, la scandaleuse
inégalité face à la crise sanitaire

(CLIQUEZ DANS LES NUAGES)

Il faut réduire les impôts ! Mais bien sûr accroître des services publics dramatiquement insuffisants ! Pour sortir de cette consternante contradiction de la quasi-totalité des programmes électoraux, il faut commencer par raisonner sur des notions comparables dans tous les pays développés. Les modèles sociaux de la France, du Danemark et de la Suède sont champions du monde de ce que l'OCDE appelle des « consommations publiques individualisables » – CPI – dont les dépenses publiques d'éducation et de santé sont les composantes principales. Il faut les ajouter aux consommations privées, et les déduire des dépenses publiques, pour faire des comparaisons internationales significatives. Hors CPI, la France reste championne du monde des dépenses publiques (38,5% du PIB, contre 34% en Allemagne, 29,6% seulement en Suède)



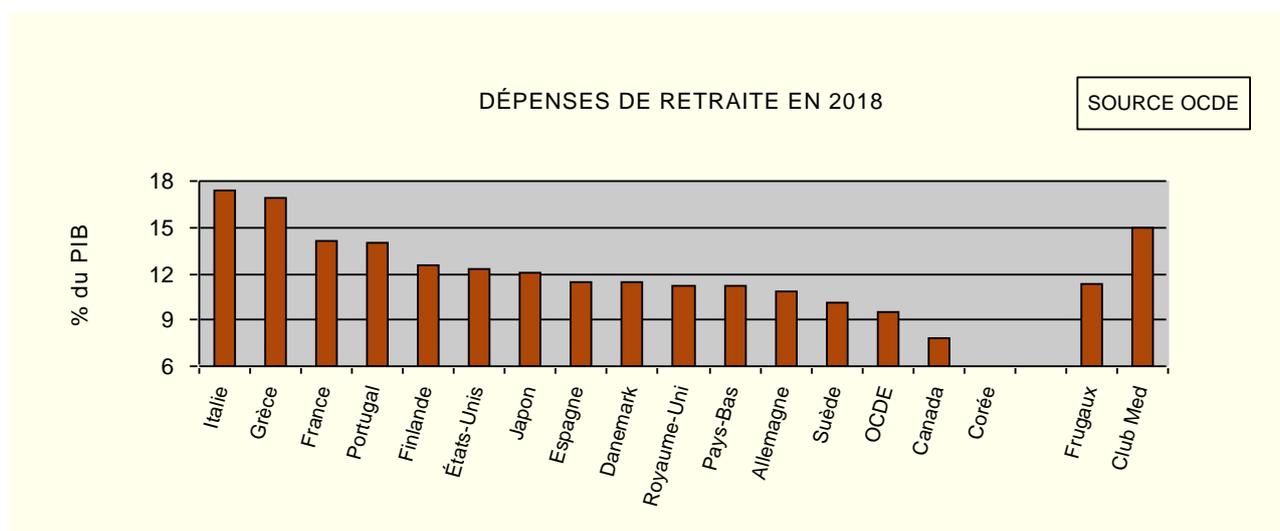
Hors CPI, les recettes publiques absorbent 36,3% du PIB en France, contre 34,5% en Allemagne et 30,1% seulement en Suède. En 2022, la France devrait annoncer un déficit budgétaire de l'ordre de - 7% du PIB, et une dette publique de l'ordre de 120% du PIB. Les chiffres correspondant sont - 6% et 75% pour l'Allemagne, et 0% et 35% pour la Suède. Seule cette dernière peut légitimement envisager de réduire ses impôts et taxes publics. Certainement pas la France qui devra au contraire les accroître le jour où les emprunts à la BCE seront rationnés.

Tout le monde a compris que les premiers responsables de ces excès sont les modalités et le coût du système de retraite. La France est la championne de l'âge moyen de départ à la retraite le plus bas, donc de la durée de la retraite la plus longue, devant la Grèce, l'Espagne et l'Italie. L'Allemagne est en cinquième position, le Danemark en sixième, et la Suède en dixième. Italie, Grèce, France (14,1% du PIB) et Portugal – fâcheux voisinage – sont les champions du prélèvement des retraités sur la richesse nationale ; les retraités allemands (10,9% du PIB) et suédois (10,1% du PIB) sont les champions de la frugalité. En combinant les deux privilèges (âge de départ et montant des retraites), le retraité des Régimes Spéciaux disposera d'un « capital ressources » 2,5 fois plus élevé que celui du retraité du Régime Général.

D'après la Cour des Comptes, les adhérents de la CNAV (Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse) partaient à la retraite à 62,2 ans en 2012, à 63 ans en

2017. Les adhérents des régimes spéciaux (industries électriques et gazière, RATP et SNCF) partaient à la retraite à 56 ans en 2012, à 56,8 ans en 2017. Les fonctionnaires (État, Territoriale et hospitalière) partaient à la retraite à 59,4 ans en 2012, à 60,7 ans en 2017. Mais l'inégalité la plus scandaleuse frappe les femmes. Celles qui partent à la retraite après avoir effectué une carrière complète, tout en ayant mis au monde et élevé des enfants, touchent au mieux des retraites inférieures de 15% à celles des hommes (fonctionnaires, IEG)

L'OCDE estime à 14,1% du PIB le coût des retraites, le paramètre le plus important, car c'est le « juge de paix ». En 2018, la France consacrait à ses retraités 2,7% du PIB de plus que les quatre États « frugaux » de notre panel (Pays-Bas, Finlande, Danemark et Suède). Mais les quatre États du Sud membres de la zone euro (Italie, Espagne, Portugal et Grèce) étaient encore plus généreux pour leurs retraités, leur attribuant encore 0,9% de plus que la France.



Pour l'âge de départ effectif à la retraite, qui est en France le paramètre tabou pour les profiteurs du régime et leurs nombreux défenseurs, le COR et la Cour des Comptes l'estiment à 62,3 ans. Il est inférieur de 3,5 ans à la moyenne des pays vertueux. Pour le niveau des cotisations retraite des travailleurs de l'économie marchande, second paramètre fondamental, en raison de son impact sur la compétitivité/prix des exportateurs, il est en France de 27,3% des revenus bruts, contre 19% en Allemagne et dans les quatre autres pays frugaux, et 26,1% également pour les quatre pays du sud. Les exportateurs français et leurs travailleurs subissent donc un handicap de compétitivité prix de 8,3 points face à leurs concurrents vertueux, et même de 1,2 points face aux Européens du sud !

Pour les deux paramètres fondamentaux dont dépendent la solidité financière des États (le coût des retraites et le taux des cotisations retraite), la France est dangereusement plus proche des seconds que des premiers. Il est donc nécessaire de corriger ces disfonctionnements majeurs au niveau européen. Mais la France améliorerait significativement sa crédibilité européenne en montrant la voie sans attendre des oukases de Bruxelles ! Contrairement à l'image péjorative qu'agitent les partisans du statu quo, ou les rêveurs d'une percée historique, il est possible, par des mesures paramétriques bien calibrées, d'atteindre un objectif 2030 doublement ambitieux :

- rejoindre le Club des pays vertueux, pour améliorer la Compétitivité Internationale, et la Crédibilité Européenne de la France,

- réduire les inégalités Public-Privé et Hommes-Femmes, sans oublier d'adopter des mesures natalistes pour freiner l'effondrement de la natalité,
- et surtout ramener les cotisations retraites du secteur privé au niveau des pays vertueux, soit – 8 points de PIB. En prouvant la réalité du retournement des priorités en faveur de la compétitivité de l'économie marchande, par une réduction immédiate de 4 points des cotisations retraite de la seule CNAV, pour doper à la fois Pouvoir d'Achat et Compétitivité. Cette mesure de sauvegarde réduirait le poids des cotisations retraites de 1,8% du PIB dans l'immédiat, 3,6% à l'horizon 2030.

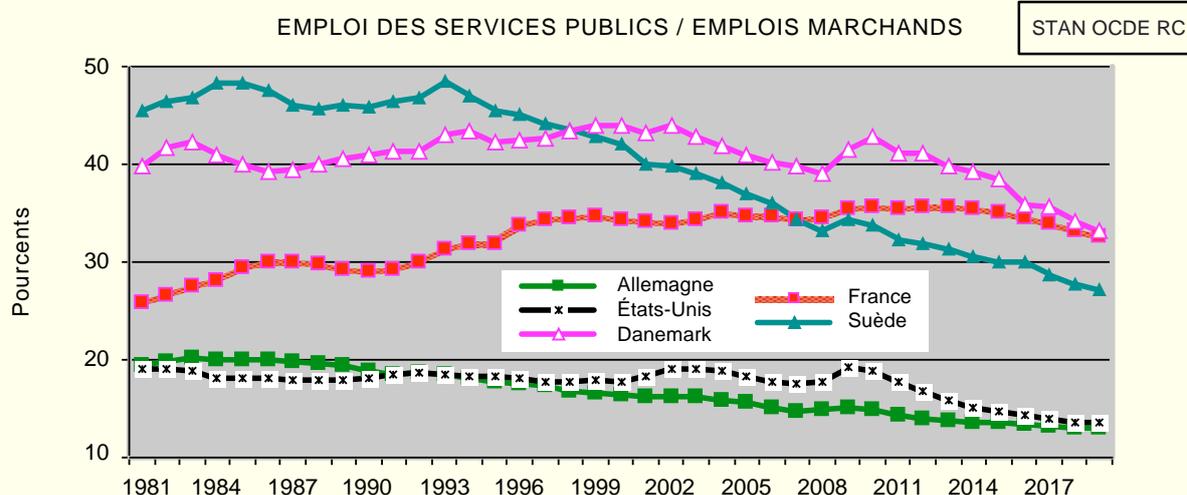
Pour ralentir l'envolée des dépenses de retraites, tous les gouvernements, de droite comme de gauche, ont commencé à recourir, depuis le début des années 2010, à des mesures dites « paramétriques » retardant l'âge de départ, et réduisant les ajustements annuels (sous-indexation).

- un recul d'un an de l'ensemble des âges de départ à la retraite réduirait de 0,7% le poids des retraites sur le PIB,
- une sous-indexation de 0,6% par an pendant neuf ans des ajustements annuels réduirait également de 0,7% le poids des retraites sur le PIB.

Ces mesures s'adressent à deux publics différents. En soulignant que tout ce qui n'a pas été fait par recul de l'âge de départ devra l'être par sous-indexation des retraites existantes, on rend une première importante partie des électeurs, les retraités, favorables aux mesures d'âge.

Bien entendu, la bonne connaissance des systèmes existants permettrait de moduler intelligemment ces mesures paramétriques : prise en compte de la pénibilité, et protection du pouvoir d'achat des petites retraites, quand elles constituent la seule ressource des ménages, alors que les gros revenus ont les moyens de s'assurer une retraite complémentaire par capitalisation.

Hors retraites, les services publics stricto sensu ont créé, sous les mandatures de Mitterrand puis Chirac, 1.733 milliers d'emplois publics, alors que, de l'autre côté du Rhin, ils maigrissaient de 528 milliers. Ce n'est donc pas un, mais plusieurs « mammoths » qu'il faut dégraisser (Éducation Nationale, Santé, mille-feuilles bloquant un fonctionnement efficace des territoires).



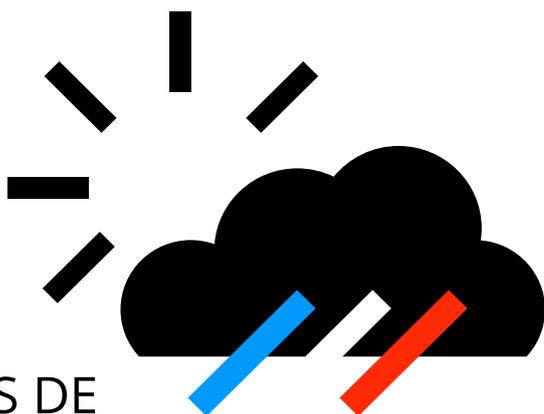
Nous avons constaté que la priorité à l'économie marchande du modèle allemand se traduisait, au contraire de la France, par un sous-investissement structurel

dans les services publics, tout particulièrement pour les dépenses de sécurité. Une approche coordonnée des problèmes européens pourrait suggérer aux deux pays de se partager la tâche du rééquilibrage, pour supprimer l'écart de 4,5 points qui s'est créé en 22 ans entre les dépenses publiques hors CPI des deux pays.

Une répartition 2/3 pour la France, 1/3 pour l'Allemagne conduirait à accroître de 1,5 points les dépenses publiques en Allemagne. Nous avons vu que c'était nécessaire mais tout à fait possible, à condition d'avoir le courage... de reconnaître que « *le frein à la dette* » était une grosse bêtise.

Réduire en France de 3 points les dépenses publiques hors CPI, c'est le genre de solution qui ne peut aboutir que dans un deal « *donnant-donnant* ». C'est-à-dire une reprise progressive de la hausse du point, et des primes de productivité : le deal que la crise financière empêcha Nicolas Sarkozy de réaliser alors qu'il l'avait promis, ce qui ne l'avait pas empêché d'être élu. Il faut également prendre en compte le coût de certaines tâches externalisées. Pour réduire les coûts de 3%, il faut donc probablement réduire les effectifs de 4,5%. En combien de temps ? À la suédoise (- 0,5% par an), cela prendrait 9,9 ans. À la danoise (- 0,23% par an), cela prendrait 19 ans. La gravité du problème français impose donc au minimum la solution suédoise. En retenant la date magique de 2030, je suggère une réduction de 270.000 postes en 9 ans dans les services publics. Cela permettrait tout de même de remplacer 8 départs sur 10.

Ce calcul espère que l'Allemagne ferait le tiers du rattrapage en haussant ses propres dépenses publiques. Si ce n'était pas le cas, l'objectif passerait à 400.000 réductions. Quand on connaîtra mieux l'impact du dérèglement climatique, on constatera que les mesures proposées sont probablement un minimum provisoire. Il faudra sans doute les accroître et/ou les prolonger au-delà de 2030.



EXTRAITS DE
**L'IMPORTANT DES
CHOIX ÉLECTORAUX**

Appauvrissement
des états, enrichissement
des actionnaires, la scandaleuse
inégalité face à la crise sanitaire

page 2

Mesurer
le déclin pour mieux
le combattre

page 8

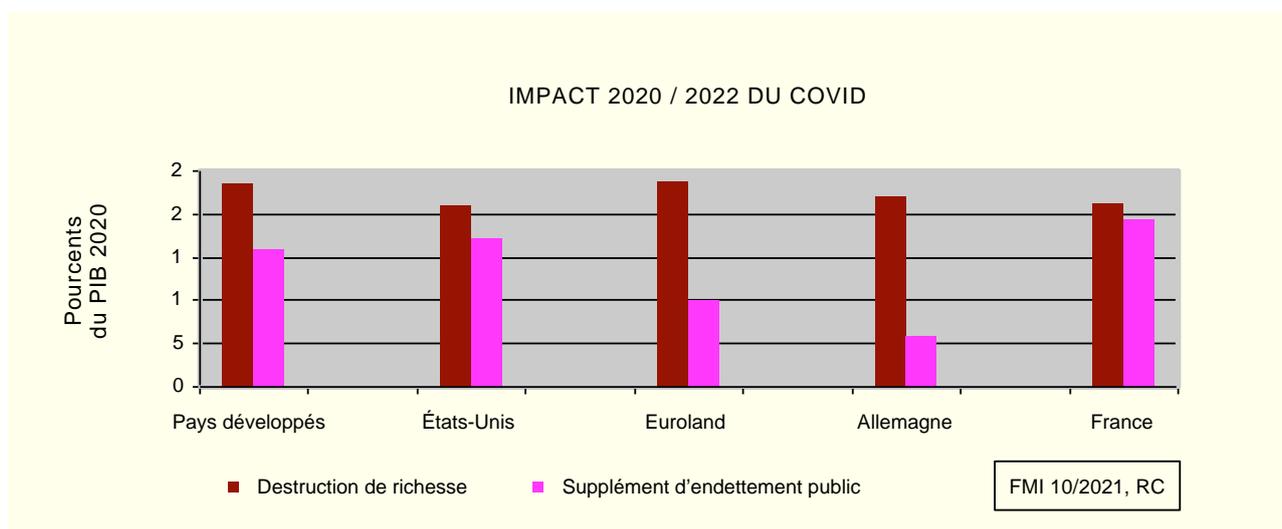
35 ans
d'effondrement
de la compétitivité
de la France

page 14

L'obésité des
dépenses publiques
françaises

(CLIQUEZ DANS LES NUAGES)

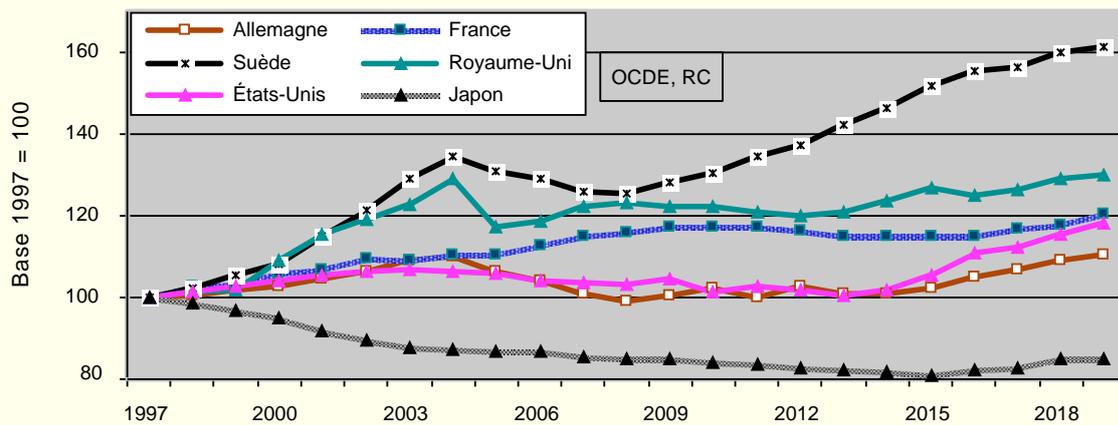
Pour mesurer l'impact de la crise sanitaire, il faut comparer les nouvelles prévisions 2020 à 2023 à celles qu'aurait permis l'extrapolation des performances moyennes 1998-2019. Pour l'ensemble des 25 principaux pays développés constituant notre échantillon élargi, le « manque de richesse produite » se monterait, hors impact de la guerre en Ukraine, à 15.900 milliards EMM. Ce coût représente près d'un quart du PIB 2019. Un peu moins pour les États-Unis et la France, un peu plus pour la zone euro, et notamment l'Allemagne. Mais la « qualité » de ces PIB est variable : la multiplication des aides publiques aux ménages et aux entreprises, pour soutenir consommations et investissements, et éviter la multiplication des faillites, a entraîné une accélération massive des dettes publiques. Et là, la dispersion des comportements est spectaculaire : 15% du PIB 2019 en moyenne, mais 6% seulement pour l'orthodoxe Allemagne, 19% pour la France, gorgée d'aides publiques.



Il faudra quelques semaines pour disposer d'une fourchette d'impact 2022-2023 de la guerre en Ukraine. Même si elle ne va pas jusqu'au feu nucléaire, cet impact sera élevé, au minimum par la répercussion de l'envolée des prix de l'énergie sur l'inflation et la croissance. Une seule certitude : tous les chiffres avancés constituent un scénario optimiste. Le trou à combler sera plus élevé, et rendra encore plus indispensable de mobiliser les actionnaires.

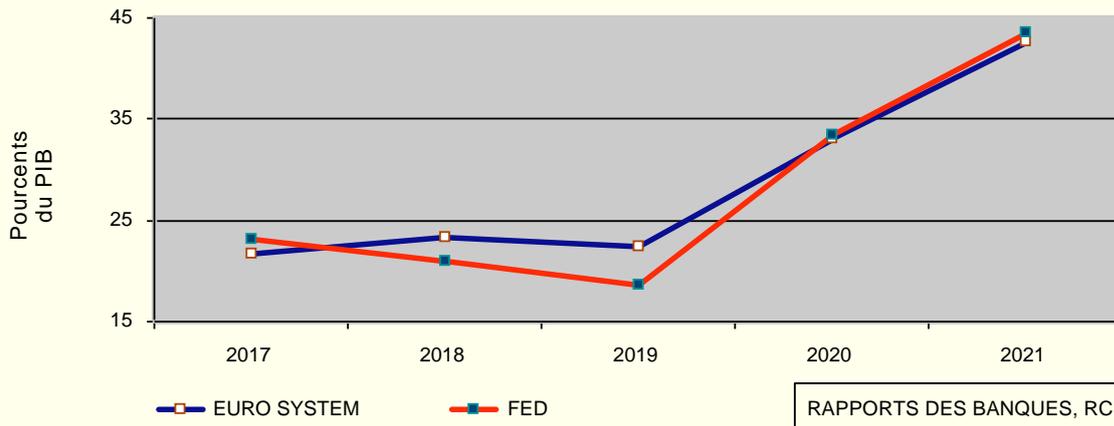
Maintenant que l'emploi repart, et que les prix de l'énergie flambent, le pouvoir d'achat reprend la première place dans les préoccupations des citoyens électeurs. Les limiter à l'évolution du pouvoir d'achat moyen est à la limite de l'escroquerie intellectuelle. Dans son calcul, chaque classe pèse pour sa part dans le revenu national. Or le revenu moyen d'un ultra-riche est aux États-Unis 650 fois supérieur à celui du pauvre moyen (175 fois en France). Les cris de colère des pauvres, et la profonde satisfaction des ultra-riches, sont occultés par cette moyennisation. Pour évaluer correctement le Pouvoir d'Achat ressenti, il suffit de pondérer les variations de chacune des classes par leur poids démographique : 20% pour les pauvres, 70% pour les classes moyennes, 10% pour les riches, très riches et ultra-riches. De 1997 à 2009, la France avait fait beaucoup mieux que l'Allemagne et les États-Unis. Mais de 2009 à 2019, la France a connu une décennie de stagnation.

CROISSANCE DU POUVOIR D'ACHAT RESENTI



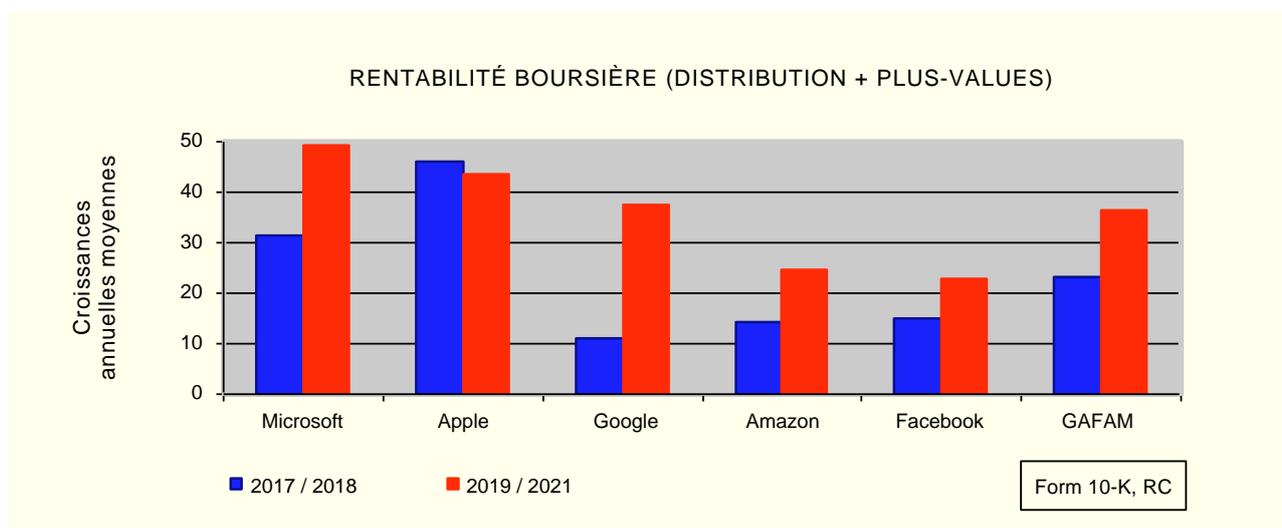
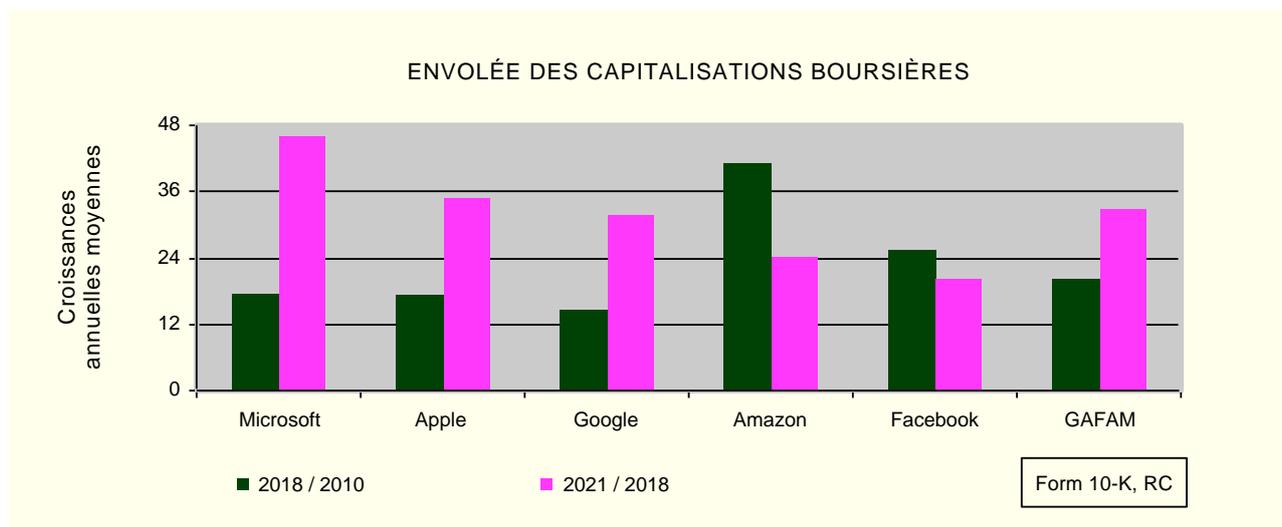
Pour éviter un effondrement du pouvoir d'achat en 2020 et 2021, les gouvernements ont multiplié les aides publiques aux ménages et aux entreprises, financées par un endettement auprès des banques centrales. En deux ans, les titres détenus par la FED et la BCE sont passés de 10% du PIB à 42%.

TITRES DÉTENUS PAR LES BANQUES CENTRALES



Dans le même temps, la capitalisation boursière des cinq GAFAM a presque décuplé, pour atteindre 7.350 milliards soit 49% du PIB fin 2021. La croissance annuelle s'est spectaculairement accélérée à partir de 2019, quand les investisseurs ont commencé à parier sur une longue période de distribution massive d'argent gratuit par la FED. De 2010 à 2018, la croissance annuelle moyenne avait été de 19%. Elle a doublé (38%) pour les trois années 2019 à 2021.

En additionnant distributions et plus-values, la rentabilité globale des GAFAM était en moyenne annuelle de 21,7% de 2011 à 2018. Elle a bondi à 41,2% pour la période 2019 2021. Les dividendes – les seuls produits alimentant les revenus des actionnaires, plus ou moins déclarés et taxés – y participent pour 0,9% seulement. Tout le reste est constitué de plus values alimentant directement les portefeuilles des actionnaires, donc non taxés.



L'accord de 137 pays pour appliquer une taxation mondiale minimale des entreprises de 15%, s'il est bien appliqué, apportera au mieux quelques centaines de milliards de dollars ou d'euros dans les caisses publiques. Or ce sont des milliers de milliards dollars ou d'euros dont celles-ci ont besoins pour financer la reprise et la transition climatique. Il faut donc trouver le moyen de «faire payer rétroactivement les ultra riches» par un prélèvement sur les milliers de milliards accumulés dans les portefeuilles de leurs actionnaires grâce aux évasions fiscales et à l'emballlement des bourses.

Je suggère, pour traiter « *en même temps* » la fragilisation des banques centrales, un mécanisme très simple (dans son principe), consistant à « diluer » les actionnaires actuels. Commençons par une estimation des super profits dus aux pratiques monopolistiques et à l'emballlement de la bourse. Un compromis raisonnable serait un prélèvement de 4.000 Mds EMM, permettant une rentabilité annuelle moyenne de PIB + 10%.

Pour que les pays en développement reçoivent plus de quelques miettes, il faut faire intervenir la taille relative des besoins, c'est-à-dire du PIB. Et parler de Contribution de solidarité des ultra-riches à la lutte contre les inégalités de patrimoine. La contribution est à répartir en trois tiers : un gros (1.050 Mds MM) pour les États-Unis, un petit (950 MDS EMM) pour l'Union Européenne, le solde pour les autres pays développés (600 Mds EMM) et les pays en développement (450 Mds EMM).

La seconde étape est la plus délicate : « convaincre » les conseils d'administration des cinq sociétés de lancer des augmentations de capital massives réservées aux seules FED, BCE, et à un intermédiaire financier de grand standing, je pense au FMI, représentant les pays autres qu'États-Unis et zone euro. Belles discussions à prévoir avec les actionnaires pour les convaincre qu'ils éviteraient ainsi des évolutions bien pires, allant jusqu'à des poursuites anti-trust conduisant au démembrement. Puis pour fixer le taux de dilution en jouant sur une éventuelle prime d'émission des nouvelles actions. À titre indicatif, si les actions nouvelles sont émises au pair, les deux banques centrales détiendraient 33% du capital des GAFAM. Avec une prime de 20%, les banques centrales détiendraient 29% seulement du capital des GAFAM.

Troisième étape : les entreprises taxées utilisent ces fonds pour verser leurs contributions aux états participants, 1.050 Mds EMM au Trésor américain, 950 Mds EMM à la Commission européenne pour l'Europe. Et la Commission se chargera de répartir la contribution entre les états membre, ce qui la rendra fort populaire. Le FMI perçoit 1.050 Mds EMM destinés aux autres pays et s'efforce de les répartir.

Quatrième étape : les États participants remboursent par anticipation à la FED et à la BCE une part significative (respectivement 1.050 et 950 Mds EMM) de leurs « emprunts covid ».

À la fin de ces opérations, les banques centrales remplacent des prêts à des états qui risquent de faire faillite, par des participations dans le gratin des entreprises multinationales mondiales. Nouvelle ère pour garantir la solidité du système financier mondial.

Ces opérations sont financièrement neutres pour les GAFAM. Une fois plafonnés leurs profits et devenues ainsi des soutiens exemplaires de l'économie réelle, la principale menace de poursuites anti-trust et de démembrement disparaît.

Ce sont en définitive les actionnaires de ces dernières dont les patrimoines sont ponctionnés, l'indispensable justice fiscale et sociale est obtenue.

Il serait dommage, injuste et d'ailleurs juridiquement délicat, de limiter une réforme aussi nécessaire aux seules GAFAM. Il faut l'étendre au moins à la centaine d'entreprises multinationales retenues par l'OCDE dans ce qu'elle appelle le « premier pilier », celles réalisant au moins 750 milliards d'euro de chiffre d'affaires. En se limitant aux seules multinationales du TOP100, on trouve de nombreux groupes faisant partie des « candidats désignés », à commencer par TESLA, numéro 7 du TOP10. Même en n'ajoutant que quelques dizaines de groupes supplémentaires, on porte la capitalisation fin 2021 des participants à la réforme à 11.000 à 12.000 Mds EMM, pouvant supporter une « Contribution de solidarité des ultra-riches à la lutte contre les inégalités de patrimoine » allant jusqu'à 6.000 Mds EMM. On approche ainsi d'un petit tiers du coût mondial de la crise sanitaire.

RAPPEL DE QUELQUES PRECEDENTS

La confiscation de superprofits que leurs actionnaires croyaient avoir définitivement mis à l'abri, pourrait rapporter jusqu'à dix fois plus que l'impôt minimum de 15%. C'est le seul mécanisme à la hauteur des besoins créés par la crise sanitaire,

et permettant de calmer la colère montante contre les scandaleuses inégalités de patrimoine. Il faut s'attendre à une levée de boucliers contre une taxation rétroactive légalement interdite. Le processus proposé est pourtant un compromis exceptionnellement favorable, laissant subsister des profits substantiels, et ne compromettant nullement le fonctionnement des entreprises participantes, et leur capacité à résister à l'offensive de leurs concurrents chinois.

L'histoire fournit de nombreux exemples de crises financières et sociales réglées d'une façon autrement radicale, mais qui finirent mal pour leurs auteurs :

- Pour se mettre à l'abri d'un retour des Templiers, dont il lorgnait le trésor, Philippe le Bel les condamna au bûcher. Avant un an, Philippe et ses conseillers succombèrent à la « *malédiction des Templiers* ».
- Les révolutionnaires qui ne supportaient plus les inégalités dont bénéficiaient les nobles, coupèrent le cou d'un certain nombre de « *ci-devant* ». Avant de subir le même sort.

Mais surtout le vingtième siècle a connu deux exemples réussis, à l'échelle mondiale, d'éradication des inégalités de patrimoine : il ne fallut pas moins de deux guerres mondiales.

Le monde dit civilisé saura-t-il éviter une solution aussi radicale ?